



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1994/L.10/Add.17  
22 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités  
Quarante-sixième session  
Point 22 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES  
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIEME SESSION

Rapporteur : M. Osman El-Hajjé

TABLE DES MATIERES \*/

Chapitre

Page

XVII. FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE

---

\*/ Le document E/CN.4/Sub.2/1994/L.10 et ses additifs contiennent les projets de chapitres du rapport relatif à l'organisation de la session et de divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision de la Commission des droits de l'homme et les autres questions intéressant la Commission, figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/1994/L.11 et ses additifs.

GE.94-14072 (F)

XVII. FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE

1. La Sous-Commission a examiné le point 16 de son ordre du jour à ses 11ème, 12ème, 13ème et 27ème séances, les 9, 10 et 19 août 1994.
2. La Sous-Commission était saisie à cet effet des documents suivants :  
Rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage sur sa dix-neuvième session (E/CN.4/Sub.2/1994/33 et Corr. 1);  
Rapport du Secrétaire général sur le Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine et de la servitude pour dettes, présenté en application de la résolution 1993/79 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1994/34);  
Note présentée par le secrétariat conformément au paragraphe 3 de la résolution 1993/27 de la Commission des droits de l'homme et des paragraphes 25 et 26 de la résolution 1993/5 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1994/41).
3. A la 11ème séance, le 9 août 1994, M. Maxim, Président-Rapporteur du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, a présenté le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/1994/33 et Corr. 1).
4. Au cours du débat général sur ce point, des déclarations 1/ ont été faites par les membres ci-après de la Sous-Commission : M. Boutkevitch (12ème séance), Mme Chavez (12ème séance), M. Eide (11ème séance), Mme Forero Ucros (12ème séance), M. Limón Rojas (12ème séance), M. Lindgren Alves (11ème et 12ème séances), M. Maxim (12ème séance), Mme Palley (11ème et 13ème séances), Mme Warzazi (12ème et 13ème séances) et M. Yimer (11ème séance).
5. Des déclarations ont été faites par les observateurs de la Colombie (13ème séance), de l'Inde (13ème séance), des Pays-Bas (13ème séance), de la République démocratique populaire de Corée (13ème séance) et de la République de Corée (13ème séance).
6. La Sous-Commission a également entendu des déclarations des représentants des organisations non gouvernementales suivantes : Anti-Slavery International (au nom du Bureau international catholique de l'enfance, de la Fédération abolitionniste internationale, de la Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, de la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, de la Fédération internationale Terre des Hommes, de la Fédération mondiale des femmes méthodistes et de Soroptimist

Internationale) (12ème séance), Association internationale des éducateurs pour la paix du monde (11ème séance), Association internationale des juristes démocrates (12ème séance), Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises (12ème séance), Fédération internationale des femmes diplômées des universités (12ème séance), Indian Institute for Non-Aligned Studies (11ème séance), International Educational Development, Inc. (12ème séance), International Human Rights Association of American Minorities (12ème séance), Libération (11ème séance), Ligue internationale des droits de l'homme (13ème séance), Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (12ème séance), Mouvement international de réconciliation (12ème séance), et Pax Romana (12ème séance).

7. A la 13ème séance, le 10 août 1994, M. Maxim, Président-Rapporteur du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, a formulé ses observations de conclusions.

#### L'esclavage en temps de guerre

8. A sa 27ème séance, le 19 août 1994, la Sous-Commission a examiné le projet de décision E/CN.4/Sub.2/1994/L.8 présenté par Mme Chavez, Mme Daes, M. Eide, Mme Forero Ucros, Mme Gwanmesia, M. Hatano, Mme Palley et M. Yimer.

9. Mme Chavez a révisé oralement le projet de décision en supprimant deux fois les mots "en particulier" après les mots "en temps de guerre, y compris,".

10. Le projet de décision tel qu'il avait été révisé, a été adopté sans être mis aux voix.

11. Pour le texte adopté, voir chapitre II, section B, décision 1994/108.

#### Rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage

12. A la même séance, la Sous-Commission a examiné le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1994/L.13 présenté par M. Alfonso Martínez, M. Eide, M. El-Hajjé, M. Guissé, M. Hakim, M. Maxim, Mme Palley, M. Ramadhane, Mme Warzazi et M. Yimer. Par la suite, Mme Koufa et M. Lindgren Alves se sont portés coauteurs du projet.

13. M. Maxim a révisé le texte de la façon suivante :

a) Remplacer, au deuxième alinéa du préambule, les mots "du prélèvement d'organes", par les mots "la pratique présumée du prélèvement d'organes".

b) Remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, les mots "la transplantation d'organes" par les mots "la transplantation présumée d'organes".

c) Ajouter, à la fin du paragraphe 7 du dispositif, le membre de phrase ci-après : "et demande qu'une coopération internationale s'instaure en faveur des pays en développement pour permettre l'élaboration et la mise en oeuvre de tels programmes".

d) Ajouter, au paragraphe 8 du dispositif, après les mots "toutes les organisations non gouvernementales concernées" les mots ", y compris les associations scientifiques et médicales".

e) Supprimer, au paragraphe 9 du dispositif, les mots "en profondeur" après les mots "cette question" et les mots "en particulier" après les mots "quarante-septième session".

f) Ajouter, au paragraphe 9 du dispositif, après le mot "d'élaborer" les mots "en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé".

g) Remplacer, au paragraphe 18 du dispositif, le mot "restreignent" par le mot "interdisent" et ajouter, après les mots "mettre en place" l'expression "avec la coopération et le concours financier de l'industrie du tourisme".

h) Ajouter, après le paragraphe 18 du dispositif, un nouveau paragraphe 19 se lisant comme suit : "Recommande que les gouvernements légifèrent pour sanctionner leurs ressortissants qui se livrent au tourisme sexuel, en particulier quand cette activité implique la prostitution d'enfants et la pornographie infantine;", et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

i) Insérer, au nouveau paragraphe 21 du dispositif, après les mots "les Etats" les mots "les organisations non gouvernementales, les syndicats de l'industrie du tourisme, les responsables religieux et les organisations communautaires".

j) Supprimer, au nouveau paragraphe 26 du dispositif, les mots "dans la famille".

14. Mme Warzazi a révisé oralement le nouveau paragraphe 19 du dispositif en supprimant les mots "en particulier".

15. Sur la proposition de Mme Attah, appuyée par Mme Ferriol Echevarría, Mme Gwanmesia et M. Lindgren Alves, les mots "en faveur des pays en développement" au paragraphe 7 du dispositif ont été supprimés.

16. Des déclarations ont été faites sur le projet de résolution, les révisions et les amendements par Mme Attah, Mme Ferriol Echevarría, Mme Gwanmesia, M. Lindgren Alves, M. Maxim, Mme Palley et Mme Warzazi.

17. Un représentant du Secrétaire général a présenté une estimation des incidences sur le budget-programme de l'application du projet de résolution, conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

18. Le projet de résolution, tel qu'il avait été révisé et modifié, a été adopté sans être mis aux voix.

19. Pour le texte adopté, voir chapitre II, section A, résolution 1994/5.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

20. A la même séance, la Sous-Commission a examiné le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1994/L.14 présenté par M. Alfonso Martínez, M. Eide, M. Guissé, M. Hakim, M. Maxim, Mme Palley, M. Ramadhane, Mme Warzazi et M. Yimer.

21. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

22. Pour le texte adopté, voir chapitre II, section A, résolution 1994/6.

Mécanisme de contrôle de l'application des conventions internationales sur l'esclavage

23. A la même séance, la Sous-Commission a examiné le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1994/L.15 présenté par M. Alfonso Martínez, M. Eide, M. El-Hajjé, M. Guissé, M. Hakim, M. Maxim, Mme Palley, M. Ramadhane, Mme Warzazi et M. Yimer.

24. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

25. Pour le texte adopté, voir chapitre II, section A, résolution 1994/7.

-----